

La prospective au service de la défense

Entretien avec Aurélien Duchêne

Aurélien Duchêne est consultant indépendant en géopolitique et défense, chargé d'études à Euro Créative et enseignant à l'ILERI. Il intervient régulièrement dans les médias sur les questions internationales, notamment comme chroniqueur pour la chaîne LCI. Il vient de publier *La Russie de Poutine contre l'Occident* (Eyrolles, 2024).

Propos recueillis par Jean-Baptiste Noé

En matière d'anticipation, notamment pour analyser la puissance future d'un État, quels sont selon vous les éléments prioritaires à étudier ? Les aspects économiques, démographiques, politiques ?

Les aspects démographiques sont ceux où l'exercice prospectif est le plus aisé, qu'il s'agisse des tendances lourdes ou des externalités. Dans le cas d'un pays comme la France, le vieillissement pèsera sur certains piliers de notre puissance future et sur leur financement. On peut s'attendre dans le monde entier à ce que le vieillissement raréfie encore dans la durée les risques de guerres civiles et entre États. Mais la Russie, où des motivations démographiques ont concouru à l'invasion de l'Ukraine, montre qu'il faut envisager des réactions brutales de la part des États. Son exemple laisse penser que le déclin démographique accéléré de la Chine, qui va compromettre ses aspirations à long terme, pourrait aussi accélérer les velléités de Beijing de déformer

Les aspects économiques présentent davantage d'incertitudes. On peut interroger la pertinence des projections à long terme en termes de PIB, et préférer d'autres indicateurs : outre ceux utilisés par exemple pour l'analyse des risques-pays (comme les perspectives financières), je pense notamment à la capacité d'adaptation aux bouleversements technologiques ou environnementaux qui promettent de rebattre les cartes.

Enfin, les aspects politiques doivent être mieux considérés. On a tendance à céder à deux déterminismes en la matière : plaquer sur des dirigeants d'aujourd'hui le comportement de leurs prédécesseurs ou celui qu'ils ont eu eux-mêmes à une autre époque ; plaquer sur des dirigeants étrangers la rationalité des nôtres. Dans les deux cas, cela a par exemple conduit à sous-estimer la disposition du Poutine de 2022 à prendre une décision aussi risquée et extrême que l'invasion de l'Ukraine. Dans mon livre, j'étudie à la fois la socio-

qui renseigne sur les orientations que pourrait prendre le pays, mais aussi leur corpus idéologique, dont l'importance est à mon sens sous-estimée : à défaut de pouvoir se mettre dans la tête des dirigeants russes, ce genre de paramètres aide à mieux les comprendre.

Dans votre ouvrage, *La Russie de Poutine contre l'Occident*, vous expliquez que la puissance russe n'est pas abattue et qu'elle peut encore combattre l'Occident. Sur quoi repose aujourd'hui la puissance de la Russie et pourquoi n'est-elle pas affaiblie en dépit de plus de deux ans de guerre ?

On connaît l'immensité des ressources humaines et matérielles de la Russie : celles-ci ne sont pas illimitées. Pour éviter une mobilisation massive des conscrits, qui pourrait mécontenter la population, Moscou dépense toujours plus pour attirer de nouvelles recrues et cherche de nouveaux viviers d'hommes, jusqu'à l'étranger. La production de l'industrie de défense russe plafonne dans la plupart des domaines, d'où le recours aux importations de Corée du Nord ou d'Iran. Les stocks d'armements lourds soviétiques (comme les blindés) que l'armée russe « consomme » massivement sur le front pourraient s'épuiser à horizon 2026-2027. Enfin, l'économie russe doit l'essentiel de sa bonne santé apparente aux dépenses militaires, qui accentuent ses déséquilibres et la mettent en surchauffe : outre des problèmes structurels anciens, elle souffre d'un manque de main-d'œuvre et subit quel qu'en soit



Mais sur l'année 2024, la Russie parvient toujours à recruter proportionnellement trois fois plus de soldats volontaires que la France. Les capacités de son industrie de défense, malgré des limites tangibles, sont sans commune mesure avec celles des pays européens et ont des perspectives de croissance. Qu'il s'agisse de matériels neufs ou rétrofités, la Russie pourra continuer d'envoyer sur le front d'énormes quantités d'armements de basse ou moyenne technologie, en jouant sur la rusticité à moindre coût. Enfin, elle pourra maintenir des dépenses militaires supérieures à 5 % du PIB pour plusieurs années : la Russie conserve des marges de manœuvre budgétaires malgré les sanctions, son économie de guerre reste soutenable malgré les dégâts sur l'économie civile, et cette dernière fait montre d'une capacité d'adaptation et de résilience que j'explique dans mon livre, lequel étudie aussi le potentiel militaire russe pour les prochaines années.

Quels sont pour vous les scénarios possibles de l'actuelle guerre en Ukraine dans les mois à venir ?

Aucun des deux belligérants ne semble capable de percer le front avant le printemps, voire l'été 2025, fenêtre à partir de laquelle pourraient être menées de grandes offensives. Les plus probables sont que l'an prochain, les Russes comme les Ukrainiens tenteront des manœuvres qui, à défaut de nouveaux entrées, les

tront d'obtenir un avantage décisif pour de futures négociations.

Les Ukrainiens peuvent tabler sur l'équipement et la formation de nouvelles brigades d'assaut, l'entrée en service de plusieurs escadres de F-16 et de Mirage 2000 qui leur permettront de mieux protéger leur ciel et même d'obtenir par endroits la supériorité aérienne qui leur manquait lors de la contre-offensive de 2023, ou encore sur leurs succès en mer Noire et des opérations spectaculaires telles que les frappes dans la profondeur du territoire russe.

Les Russes misent toujours sur la guerre d'usure, sur leurs propres capacités de mobilisation pour épuiser l'Ukraine tout en tenant tête au soutien occidental, et sur un affaiblissement de ce dernier. S'ils ont conservé l'initiative durant l'essentiel de l'année 2024, les Russes ont conquis peu de terrain, et ce au prix de pertes d'autant plus énormes que leurs ressources connaissent, on l'a vu, des tensions. Cela dit, l'armée russe ajoute à sa résilience une réelle capacité d'adaptation, et elle aurait l'avantage de la défense en cas de contre-offensive ukrainienne.

Pourquoi les autorités françaises n'avaient-elles pas anticipé l'invasion de l'Ukraine ? Est-ce par manque de renseignement sur le terrain, par refus de voir la réalité du système poutinien ?

moyens sur le terrain. Surtout, les dirigeants français n'ont pas voulu croire les alertes des Américains – le précédent de la guerre d'Irak en 2003 ayant peut-être joué. Ils y voyaient encore un alarmisme anglo-saxon instrumentalisant la menace russe pour resserrer les rangs autour de Washington. En France, les avertissements des Polonais ou Baltes passaient souvent pour une russophobie atavique ou pour un alignement zélé sur les positions américaines.

Enfin, la plupart des dirigeants et experts français voyaient les ambitions impérialistes du Kremlin comme une posture plutôt que comme un projet ; ils voyaient les préparatifs de l'invasion comme une pression diplomatique. Surtout, en estimant qu'une invasion de l'Ukraine n'était pas rationnelle et que la Russie aurait trop à y perdre, ils se trompaient encore une fois sur la rationalité des dirigeants russes.

Que faudrait-il améliorer, en matière d'anticipation, pour qu'une telle erreur ne puisse pas se reproduire ?

Cette erreur d'anticipation a entraîné une amélioration notable dans le débat public français : il y a désormais un large consensus sur le fait qu'on ne peut plus écarter les scénarios les plus improbables, et sur le fait qu'il faut mieux préparer nos armées aux pires éventualités. Nous ne sommes cependant qu'à mi-chemin : par exemple, l'hypothèse d'un conflit direct contre la Russie n'est pas encore suffisamment prise au sérieux, alors qu'elle est à mon sens de plus en plus probable pour des raisons que je détaille dans mon ouvrage.

Pour ne pas reproduire une telle erreur, la clé n'est pas de traiter avec le plus grand sérieux les scénarios les plus insensés – auxquels nous n'avons pas les moyens de nous préparer en conséquence, mais de comprendre à quel point la rationalité d'autres acteurs, comme les dirigeants russes, peut différer de la nôtre. Dans le cas de la Russie, la communauté stratégique française gagnerait à se rapprocher des experts des pays d'Europe centrale et orientale, qui se sont montrés généralement plus lucides quant à la réalité